



Sections de Tarn et Garonne

GREVE NATIONALE AU TRESOR LE JEUDI 14 DECEMBRE 2006

ORE	hors PT	PT	ERM
Beaumont-Lavit	4,13	3,87	3,69
Castelsarrasin	6,44	6,04	5,75
Caussade-Caylus	6,5	6,10	5,80
Grisolles	2,59	2,43	2,31
Labastide Saint Pierre	3,77	3,54	3,37
Lafrançaise-Molières	2,52	2,36	2,25
Lauzerte	1,68	1,58	1,50
Moissac	7,11	6,67	6,35
Monclar de Quercy	1,49	1,40	1,33
Montaigu de Quercy	1,05	0,98	0,94
Montauban impôts	8,77	8,22	7,83
Montauban Municipale	23,45	21,99	20,94
Montech	2,68	2,51	2,39
Negrepelisse	4,25	3,99	3,80
Saint Antonin Noble Val	2,48	2,33	2,21
Saint Nicolas de la Grave	1,69	1,58	1,51
Valence d'Agen	6,68	6,26	5,96
Verdun sur Garonne	2,81	2,64	2,51
Paierie Départementale	11,09	10,40	9,90
Total PNC	101,18	94,89	90,35
Trésorerie Générale	32,56	30,54	29,08
Total Général ORE	133,74	125,43	119,43
Total Général			
Equipe de remplacement			6
Paramètres transversaux	-8,32		
Emplois selon cible ORE	125,43		

C
I
R
C
U
L
A
I
R
E

D
E

L
A

D
I
R
E
C
T
I
O
N

ORE: suppressions d'emplois pour 2007, les chiffres parlent d'eux-mêmes : où va-t-on trouver à supprimer les 3,57 emplois B et C dans le département ?

Sans compter une suppression supplémentaire de cadre B en 2007, contre la création d'un cadre A !

Il faut stopper l'hémorragie des emplois, faire une pause dans les réformes et voir où on veut nous emmener : **pour l'instant c'est droit dans le mur.**

C'est pourquoi les syndicats nationaux du Trésor appellent à la grève le 14 décembre 2006 (cf au verso).

ALORS, IL EST TEMPS DE REAGIR : TOUS EN GREVE, IL FAUT FAIRE LE POIDS !



UNIS DANS L'ACTION : TOUS EN GRÈVE LE 14 DÉCEMBRE !

Lors de l'intersyndicale du 4 décembre 2006, l'ensemble des organisations syndicales FO-CGT-CFDT-CFTC-SUD-UNSA ont fait le constat d'une situation particulièrement dégradée au Trésor public.

L'annonce des 970 suppressions d'emplois pour 2007 et sa traduction dans les départements au travers de l'ORE ne permettent plus aux agents d'exercer correctement leurs missions dans des services déjà fortement amputés par les suppressions antérieures.

Les fermetures de postes comptables en milieu rural, la spécialisation en milieu urbain, la généralisation de structures dévitalisant les postes comptables, la mise en place de nouvelles organisations de travail ainsi que les externalisations fragilisent de plus en plus le réseau en l'éloignant encore plus des usagers.

L'investissement incontestable des agents n'a d'égal que le refus persistant d'entendre leurs légitimes revendications.

La dégradation continue de leurs conditions de travail, accentuée par des pressions de plus en plus fortes liées aux objectifs et indicateurs du Contrat Pluriannuel de Performance (CPP) participent à un mal être ressenti par le plus grand nombre.

Face à cette situation de blocage, les organisations syndicales du Trésor public ont décidé d'agir pour obtenir l'ouverture immédiate de réelles négociations avec les Ministres sur les revendications exprimées par les personnels.

Elles exigent :

- l'arrêt des suppressions d'emplois
- l'arrêt des réformes annoncées au CTPM du 7 juillet 2005 (accueil commun...)
- l'arrêt de toutes restructurations de nature à remettre en cause le Réseau de proximité
- l'ouverture de réelles discussions sur l'amélioration des conditions de travail (indicateurs CPP, culture d'objectifs, management,...)
- l'ouverture de réelles discussions sur les droits et garanties des agents (droit à mutation, temps de travail...)
- l'ouverture de négociations salariales prenant en compte les pertes cumulées du pouvoir d'achat.

C'est pourquoi, et dans le cadre de la semaine d'actions initiée par les Fédérations des Finances, tous les syndicats du Trésor FO-CGT-CFDT-CFTC-SUD-UNSA ont décidé d'appeler au boycott de l'ensemble des réunions avec l'administration tant au niveau local que national (CTP, CAP, groupes de travail) dans la semaine du 11 au 15 décembre 2006.

Les syndicats du Trésor appellent l'ensemble des agents à participer à la journée de grève du 14 décembre 2006 et invitent dès aujourd'hui toutes leurs sections à réunir les personnels en assemblées générales ou en heures mensuelles d'information.

Paris, le 5 décembre 2006